

Repenser la croissance

Les économistes s'interrogent sur ce qu'ils savent vraiment de la croissance et sur la meilleure manière de définir une politique économique en l'absence de modèles fiables

Roberto Zagha, Gobind Nankani et Indermit Gill

POUR les économistes du développement des années 50 et 60, la croissance était un processus complexe de transformation économique, sociale et politique. De nouveaux concepts ont alors été forgés pour rendre compte de certaines de ses dimensions : l'«économie duale» et le «surplus de chômage» de Lewis; le «capital humain» de Schultz; la théorie des «stades de développement», le «décollage» et le «ratrappage» de Gerschenkron et Rostow; et le «structuralisme» de Seer, Prebisch et Hirschmann.

À la fin des années 80 et au début de la décennie suivante, en revanche, les spécialistes ont conclu plus simplement que la clé de la croissance consistait à mettre en place des politiques nationales appropriées. Que le pays soit enclavé comme l'Ouganda, instable comme l'Argentine ou en transition comme l'Ukraine, les ingrédients d'une bonne politique économique restaient les mêmes : réduction des déficits budgétaires, des droits d'importation et des restrictions au commerce et aux flux de capitaux internationaux, et contribution accrue des marchés à l'affectation des ressources, quelles que soient l'histoire, l'économie politique ou les institutions locales.

croissance



Ce sont les idées, et non les intérêts constitués, qui sont un danger pour le bien comme pour le mal.

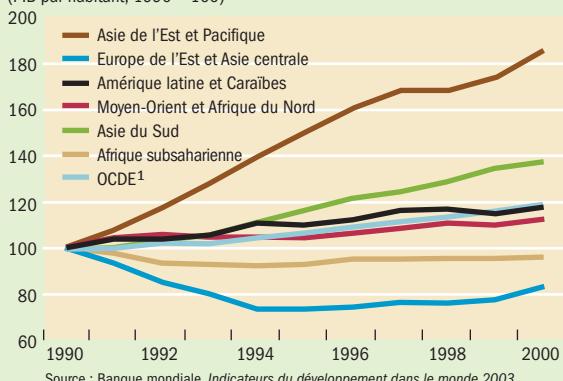
John Maynard Keynes

Graphique 1

Des résultats très contrastés

Alors qu'elles ont appliqué des réformes comparables, les régions économiques ont connu des rythmes de croissance très variés pendant les années 90.

(PIB par habitant; 1990 = 100)



Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*.

¹Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Consensus de Washington reprenait pour l'essentiel cette vision. Formulé par John Williamson en 1990, il synthétisait les mesures que la plupart des économistes de la Banque mondiale, du FMI, du Trésor américain et des cercles de réflexion de Washington jugeaient indispensables pour sortir les pays d'Amérique latine de l'alternance flambées inflationnistes/croissance atone. Williamson avait bien insisté pour qu'on en use de façon raisonnée, et non mécanique, mais le Consensus lui a «échappé» pour devenir l'expression de ce que la plupart des économistes de Washington et d'ailleurs considéraient comme nécessaire à la croissance de la majorité des économies en développement.

Au cours des années 90, des pays du monde entier ont appliqué des politiques conformes au Consensus. En Europe orientale et dans l'ex-Union soviétique, les réformes du marché ont fait suite au communisme. Les pays d'Amérique latine ont stabilisé leurs économies, vaincu l'hyperinflation, ouvert plus largement leurs marchés au commerce et aux capitaux internationaux et privatisé les entreprises publiques. En Asie, l'Inde a renoncé à la planification centrale et lancé un vaste train de réformes, tandis que la Chine continuait à cheminer vers l'économie de marché. En Afrique, des pays comme le Ghana, l'Ouganda ou la Tanzanie ont entrepris des privatisations, réduit leur secteur public et libéralisé les échanges. Enfin, dans des pays aussi différents que la Bolivie, le Brésil, l'Inde et la Russie, les taux de change largement surévalués sont devenus plus compétitifs, la dévaluation du franc CFA en 1994 constituant à cet égard un événement majeur.

La portée, l'étendue et la profondeur des réformes conduites dans les années 90 étaient tout à fait uniques dans l'histoire économique récente. Un nouveau monde en développement est né, avec des économies plus ouvertes et compétitives, des taux d'inflation plus bas, des déficits budgétaires et des secteurs

publics moins étendus, moins de restrictions à l'initiative privée et des secteurs financiers plus en phase avec les marchés. Les changements n'ont pas été simplement économiques. En une décennie, le nombre des démocraties est passé de 60 à 100, et les indicateurs du progrès social (éducation de base, santé infantile, etc.) n'ont cessé de s'améliorer. Au début des années 90, les économistes pensaient généralement que cette évolution, aidée par une conjoncture internationale favorable — stabilité des prix des produits de base, essor rapide du commerce extérieur et abondance des flux de capitaux —, permettrait aux pays en développement de rattraper la «décennie perdue» (les années 80) et de retrouver le chemin d'une croissance soutenue.

On obtint cependant des résultats inattendus, dépassant parfois les prévisions les plus optimistes ou, au contraire, très inférieurs aux attentes. En Asie de l'Est et du Sud, y compris en Chine et en Inde, deux pays totalisant 40 % de la population du monde en développement, la libéralisation du marché intérieur et l'ouverture sur l'extérieur sont allées de pair avec une croissance spectaculaire, des progrès sociaux et un recul de la pauvreté, alors même que le rythme et la conception des réformes s'écartaient quelque peu de l'«orthodoxie», que l'État restait très présent et qu'un puissant protectionnisme persistait presque jusqu'aux années 90 (la compétitivité internationale étant assurée par la promotion des exportations).

Parallèlement, le cycle expansion/repli s'est poursuivi en Amérique latine, gagnant même de nouvelles régions. Dans la plupart des anciens pays du bloc soviétique, les années 90 resteront une décennie ruineuse et traumatisante. Personne n'ignorait que la transition vers l'économie de marché serait tumultueuse et difficile, mais la perte de production a été plus longue et plus lourde que prévu. Il a fallu une dizaine d'années aux économies les plus performantes pour retrouver les niveaux de revenu par habitant affichés au début de la transition, et certaines n'y sont pas encore parvenues. L'Afrique n'a pas connu le décollage annoncé, malgré les signes de reprise observés dans de nombreux pays à la fin des années 90. Des crises financières coûteuses ont secoué le Mexique (1994), l'Asie de l'Est (1997), la Fédération de Russie (1998), le Brésil (1999, 2002), la Turquie (2000) et l'Argentine (2001). Certains pays ont réussi à maintenir une croissance rapide par des réformes modestes, alors que d'autres n'ont rien gagné à multiplier les réformes. Qui plus est, des réformes économiques similaires ont abouti à des résultats extrêmement inégaux (graphique 1).

«Le PIB par habitant des pays en développement connaît une année de croissance négative presque tous les trois ans, soit deux fois plus souvent qu'en Asie de l'Est et trois fois plus souvent que dans les pays de l'OCDE.»

L'étude de la Banque mondiale intitulée *Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform* vise à interpréter cette hétérogénéité et à en tirer des enseignements pour l'avenir. Elle passait en revue les principaux changements apportés aux orientations générales et aux institutions durant les années 90 : stabilisation macroéconomique, libéralisation des échanges, réforme des secteurs public et financier, privatisation et déréglementation, et démocratisation. En outre, l'analyse de divers épisodes de croissance économique était croisée avec les points de vue de professionnels (responsables de la mise en œuvre d'importantes réformes gouvernementales et institutionnelles, anciens directeurs-pays de la Banque mondiale).



Leçons des années 90

En tout premier lieu, cet exercice a permis de redécouvrir la complexité de la croissance économique et d'admettre qu'elle ne pouvait être réduite à de simples équations. La convergence des conclusions a également été notable : partant de perspectives différentes, les professionnels de terrain, les responsables opérationnels de la Banque mondiale et les économistes arrivaient à des constats très similaires.

Premièrement, *les attentes concernant l'effet des réformes sur la croissance étaient irréalistes* (graphique 2). Dans le secteur du commerce, par exemple, il existe indéniablement un lien entre l'augmentation des volumes échangés et la croissance, mais le sens du rapport de causalité est incertain. Lorsqu'une économie croît et se développe et que son stock de capital matériel et humain augmente, ses possibilités d'échanges commerciaux sont inévitablement plus nombreuses, même si les obstacles tarifaires demeurent. En outre, certains pays ont dopé leurs exportations en abaissant leurs droits d'entrée, tandis que d'autres parvenaient au même résultat en créant des zones franches industrielles ou des mécanismes incitatifs pour les exportateurs (remises de taxes, etc.), en rendant le taux de change plus compétitif, ou encore en améliorant l'infrastructure nécessaire aux échanges, la libéralisation des exportations précédant alors celle des importations. Selon les cas, la libéralisation du commerce a coïncidé avec des mesures dissuasives pour les exportateurs (appréciation du taux de change, par exemple, comme dans plusieurs pays sud-américains), ou au contraire plus incitatives. Fort logiquement, les réformes commerciales ont stimulé la croissance et contribué à réduire la pauvreté quand les exportations ont été encouragées, et non entravées. Cela montre que le commerce extérieur est une chance, et non une garantie : il était plus que naïf de croire qu'il suffirait d'abaisser les barrières douanières pour, automatiquement, accélérer la croissance.

Concernant les effets anticipés, les conclusions sont les mêmes pour tous les aspects de la politique économique qui ont été réformés dans les années 90 — y compris la libéralisation du secteur financier (voir encadré) — ou, ce qui est plus surprenant, pour les inflexions politiques. L'augmentation du nombre de démocraties devait amener au pouvoir des dirigeants plus qualifiés et se traduire par une amélioration des processus décisionnels et des résultats économiques. Là encore, les attentes étaient excessives. La démocratie n'est pas un rempart contre la rapacité des puissants ni contre les gouvernements qui exercent leur autorité au seul profit des élites. Il faut aussi des citoyens informés, une faible polarisation sociale et un pluralisme politique.

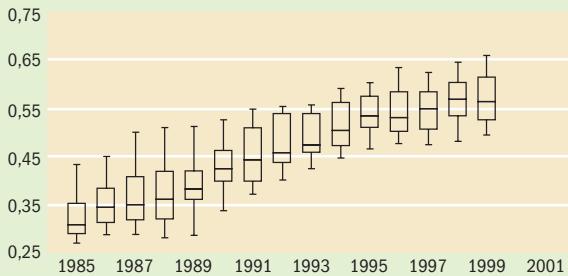
Deuxièmement, *les réformes devraient favoriser la croissance, et pas seulement l'efficience*. Les réformes des années 90 ont été focalisées sur l'utilisation rationnelle des ressources, et non sur le renforcement des capacités et la croissance. Tout en permettant de tirer meilleur parti de l'appareil productif en place, ce qui jetait les bases d'une croissance soutenue et durable, elles n'en ont pas assez favorisé le développement. Au début de la décennie, les réformes commerciales du Brésil visaient plus à renforcer la concurrence et optimiser l'utilisation des ressources qu'à augmenter les capacités intérieures et les exportations. Elles ont donc été introduites rapidement, sans trop penser à la compétitivité du taux de change ou à la réaction du secteur manufacturier. En Inde, au contraire, le régime de commerce a été réformé de sorte que les entreprises nationales puissent se restructurer et amortir progressivement les coûts d'ajustement. Les réformes ont donc

Graphique 2

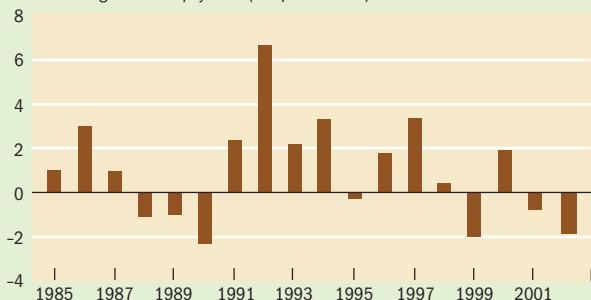
Une décennie de déconvenues

Presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) ont lancé des réformes économiques, mais leur croissance reste faible.

Répartition des indices de réforme pour 16 pays ALC (diagrammes en boîtes montrant la médiane et les 10^e, 25^e, 75^e et 90^e centiles)



Croissance régionale des pays ALC (PIB par habitant)



Sources : données sur les réformes : Eduardo Lora, 2001, «Structural Reforms in Latin America: What Has Been Reformed and How to Measure It», Banque interaméricaine de développement; données sur la croissance : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* 2003.

été progressives (d'aucuns diraient excessivement lentes), et la compétitivité du taux de change a été assurée pour dynamiser la croissance. De même, les mesures anti-inflationnistes prises par la Chine dans les années 90 ont été conçues pour limiter les pertes de production. En définitive, les réformes peuvent certes déboucher sur des gains d'efficacité, mais, pour placer l'économie sur un sentier de croissance durable, elles doivent aussi renforcer les incitations à la production et pallier les défaillances du marché et de l'État qui sapent les efforts d'accumulation du capital et de stimulation de la productivité.

Troisièmement, *les conditions nécessaires à la croissance économique peuvent être créées par divers moyens, inégalement efficaces*. Il n'est de croissance durable sans accumulation de capital, utilisation rationnelle des ressources, progrès technologique et distribution socialement acceptable des revenus. D'après le *Rapport sur le développement dans le monde 1991* de la Banque mondiale, le mieux, afin de favoriser ces facteurs de croissance, était de conjuguer stabilité macroéconomique, allocation des ressources par le marché et ouverture aux échanges internationaux. Ces trois critères sont difficilement contestables, mais ils ne définissent pas pour autant une politique unique. L'erreur fréquemment commise dans les années 90 était d'en tirer des préceptes tels que «réduire le plus possible les déficits budgétaires, l'inflation et les droits de douane, et privatiser les entreprises et libéraliser le secteur financier au maximum», en postulant que plus les changements seraient marqués, et mieux ce serait. Bref, la leçon est simplement que «le bon choix» n'est pas forcément celui d'un ensemble rigide de mesures et que

Libéralisation financière : du bon et du moins bon

La libéralisation financière à laquelle les pays en développement ont procédé à la fin des années 80 et dans les années 90 s'inscrivait dans une tendance générale à renforcer le rôle des marchés dans le développement. Elle est aussi due à plusieurs phénomènes financiers : le coût élevé du recours à la finance comme instrument d'un développement populiste dirigé par l'État, la recherche de financements meilleurs et moins coûteux, et la difficulté croissante d'utiliser le contrôle des mouvements de capitaux dans un monde où le commerce, les voyages, les migrations et les télécommunications sont en plein essor. Le calendrier, le rythme et la teneur des réformes ont varié selon les pays, mais les taux d'intérêt et l'affectation du crédit ont été systématiquement déréglementés. En outre, les réformes se sont souvent traduites par une indépendance accrue des banques centrales, la libéralisation des mouvements de capitaux, la privatisation des banques d'État et des systèmes de pension, le développement des marchés de capitaux et l'encouragement de la concurrence entre banques (voire avec des agents non bancaires). En revanche, l'amélioration de la réglementation et du contrôle bancaires était fréquemment négligée.

La libéralisation financière a-t-elle eu les effets escomptés? Au versant positif, la plupart des grands pays ont vu gonfler les dépôts, et le secteur privé a accédé à plus de sources de financement, à la fois intérieures et extérieures. Néanmoins, les marchés de capitaux n'ont pris de l'ampleur que dans un nombre très limité de grands pays. De surcroît, à la fin des années 90, les dettes publiques et celles des banques centrales avaient absorbé l'essentiel de l'accroissement des dépôts, notamment en raison des crises financières, ce qui a aussi restreint l'effet de la libéralisation financière sur la croissance.

Plusieurs facteurs sous-tendaient les cycles expansion/contraction observés dans les années 90.

- *Des problèmes macroéconomiques classiques (politique budgétaire et taux de change intenables, forte dette publique, etc.) continuaient de se poser dans nombre de pays en développement.* En augmentant les ressources, la libéralisation financière a souvent permis de prolonger ces politiques, mais, en définitive, cela en a majoré le coût.

- *La libéralisation financière elle-même a été problématique.* Le calendrier et l'ordre choisis laissaient beaucoup à désirer. La qualité de l'affectation du crédit souffrait des garanties implicites et explicites de l'État, qui limitaient l'effet disciplinaire du marché, et de l'insuffisance de la réglementation et du contrôle. Enfin, les revirements soudains des marchés au sujet de la capacité d'un

pays à assurer le service de sa dette contribuaient quelquefois à tarir brutalement les entrées nettes de capitaux.

- *Les créances irrécouvrables (anciennes et nouvelles) sur des banques d'État et de puissants conglomérats financiaro-industriels se sont accumulées.* Après les crises, la cure standard consistait à renflouer les déposants en substituant des emprunts publics aux créances bancaires douteuses; le surendettement qui s'est ensuivi pourrait freiner la croissance durant cette décennie.

- *Certaines réponses étaient inadaptées.* Si des liquidités excessives étaient injectées à certaines banques qui se faisaient piller par leurs actionnaires, le renflouement d'autres établissements était parfois insuffisant, forçant des banques solvables à déposer le bilan. La ruée sur les guichets bancaires se transformait alors en fuite devant la monnaie, surtout dans les pays où la libéralisation des opérations en capital était plus avancée, la réglementation des flux de capitaux moins efficace, et où les taux de change étaient soutenus.

Grand nettoyage

Nonobstant ces problèmes, la plupart des pays ont conservé un système financier relativement déréglementé. Jusqu'à un certain point, les crises des années 90 peuvent être considérées comme un grand nettoyage préparant l'avènement d'un système financier plus performant. On peut également en tirer au moins deux enseignements majeurs en vue d'améliorer le fonctionnement des systèmes financiers et de réduire les probabilités de crises futures :

La stabilité macroéconomique conditionne la réussite d'un système financier. Même un système financier solide ne peut rien contre une inflation élevée, des taux de change injustifiés, le risque de faillite d'un État surendetté, ou une récession sévère de l'économie réelle. De plus, la libéralisation financière, surtout l'ouverture du compte de capital, incite davantage à suivre de bonnes politiques macroéconomiques et à agir vite pour limiter les booms insoutenables et assainir le secteur bancaire, notamment en cessant de socialiser les pertes des banques.

Pour avoir de bons systèmes financiers, il faut de bonnes institutions, ce qui signifie des intermédiaires, des marchés et des cadres informationnel, réglementaire, juridique et judiciaire. Mais bâtir toutes ces institutions n'est pas aisé : il faut du temps et une volonté politique.

James Hanson

toutes les réformes, si bénéfiques soient-elles pour l'allocation des ressources, ne créent pas de la croissance.

Quatrièmement, ***la stabilisation et la gestion macroéconomiques doivent privilégier la croissance.*** Avec les années 90, nous avons compris que la manière d'arriver à la stabilité macroéconomique a son importance dans l'optique de la croissance. Si, pour faire baisser l'inflation, on laisse s'apprécier le taux de change nominal, cela freine les exportations, donc la croissance du PIB. Même résultat quand on réduit les déficits budgétaires en coupant des dépenses publiques très utiles, ou quand la baisse des taux d'intérêt intérieurs résulte d'emprunts extérieurs excessifs (souvent à court terme). Une des autres leçons de cette décennie est que les attentes liées à la libéralisation des mouvements de capitaux avaient été irréalistes

et les risques sous-estimés, le danger résidant moins dans les sorties de capitaux en temps normal que dans les afflux qui finissaient par déstabiliser l'économie. Pour preuve, dans les années 90, la plupart des principaux bénéficiaires d'apports de capitaux privés ont subi une crise financière (tableau 1). Le Chili, la Chine et l'Inde, qui y ont en revanche échappé, avaient instauré des restrictions aux entrées de capitaux et n'avaient que partiellement déréglementé les mouvements de capitaux.

Les années 90 auront au moins montré que la croissance à long terme requiert des mesures macroéconomiques pour diminuer les risques de crises financières et leur fréquence. Le tableau 2 montre que la différence entre les pays qui réussissent (c'est-à-dire qui réduisent l'écart de leur PIB par rapport aux pays industrialisés) et les autres est que les premiers savent maîtriser



Tableau 1

Du bon et du mauvais

La plupart des principaux bénéficiaires d'apports de capitaux privés ont subi une crise financière.

Crises financières (pays, année)	Rang du bénéficiaire, selon volume absolu des flux de capitaux privés (1990-96)	Flux de capitaux privés 1990-96, % du PIB (1996)	Flux d'IDE 1990-96, % des flux privés
Mexique, 1994-95	2	33,0	42,8
Thaïlande, 1997	6	27,1	22,7
Indonésie, 1997	7	17,7	22,7
Corée, 1997
Malaisie, 1997	5	62,7	47,2
Fédération de Russie, 1998	11	4,8	18,7
Brésil, 1999, 2002	3	12,6	20,7
Turquie, 2000-01	10	12,1	22,1
Argentine, 2001-02	4	23,9	33,4
Chine	1	25,2	68,2
Inde	8	7,6	20,6
Chili	9	39,4	37,2

Sources : estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

... Données non disponibles.

l'instabilité de la croissance; cela suppose des ripostes décisives aux chocs et des choix macroéconomiques qui ont réduit la vulnérabilité aux chocs, donc les coûts de ces derniers. Le PIB par habitant des pays en développement connaît une année de croissance négative presque tous les trois ans, soit deux fois plus souvent qu'en Asie de l'Est et trois fois plus souvent que dans les pays de l'OCDE. Depuis 1961, la Corée n'a enregistré que trois années de croissance négative. L'aptitude de la région à éviter les phases de contraction et de croissance lente, notamment grâce à des politiques macroéconomiques diminuant les probabilités de chocs, explique largement le «miracle» est-asiatique.

Cinquièmement, *le pouvoir central doit être responsabilisé, et non court-circuité*. Comme les pays en développement ont souvent plus de mal que les pays industrialisés à résoudre les problèmes de la délégation, de la prédatation et de la prise de décisions collectives, la majorité des réformes des années 90 visaient à introduire des mécanismes (dollarisation, règles budgétaires) pour limiter le pouvoir discrétionnaire de l'État et le recours aux institutions. Il est apparu que ces choix n'étaient pas viables à long terme. L'État doit conserver la maîtrise d'un large éventail d'activités essentielles au maintien de la croissance (allant de la réglementation des entreprises d'intérêt public et du contrôle bancaire à la fourniture d'infrastructures et de services sociaux). Limiter cette prérogative de l'État ne devrait donc pas devenir le principe phare des politiques de développement nationales. Il faut au contraire instaurer un système de contre-pouvoirs et créer les conditions permettant d'améliorer les processus décisionnels.

Sixièmement, *les gouvernements devraient renoncer aux politiques économiques fondées sur l'idée stéréotypée que toute réforme est bonne à prendre et s'attacher avant tout à soutenir la croissance*. Ils doivent donc identifier les obstacles à la croissance, et pour ce faire recenser les spécificités nationales, mais aussi mieux analyser l'économie et être plus rigoureux que s'il s'agissait simplement d'appliquer une méthode standard. Ainsi, durant les années 80 et 90, la Chine a choisi de passer le gué à l'aveuglette : les obstacles ont été identifiés et surmontés à mesure que le processus de croissance avançait, par tatonnements successifs. À tel ou tel stade de développement de leur économie, les gouvernants peuvent avoir du mal à identifier les obstacles — c'est plus

Tableau 2

La recette du succès

Les pays qui réussissent ont évité les phases de contraction et maintenu une croissance stable.

	Années où la croissance, de 1960 à 2002, a été			
	négative	inférieure à 1 %	inférieure à 2 %	supérieure à 2 %
Ensemble des pays en développement	14	19	24	18
Afrique subsaharienne (28)	18	22	27	15
Botswana	2	3	4	38
Lesotho	10	15	16	26
Asie du Sud (5)	8	11	17	25
Bangladesh	11	15	21	21
Inde	8	10	14	28
Népal	10	18	22	20
Sri Lanka	4	6	14	28
Moyen-Orient et Afrique du Nord (6)	15	18	22	21
Égypte, Rép. arabe d'	4	10	15	27
Amérique latine et Caraïbes (21)	12	19	25	17
Chili	7	11	18	24
Asie de l'Est et Pacifique (7)	7	8	10	32
Chine	5	6	7	35
Indonésie	7	8	10	32
Malaisie	5	5	7	35
Thaïlande	2	2	6	36
Pays de l'OCDE à revenu élevé (22)	5	8	16	27
Corée	3	3	4	38

Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2003*.

Note : Ces chiffres se rapportent aux 89 pays pour lesquels on dispose de données sur la croissance pour les quatre décennies écoulées depuis 1961. Les chiffres globaux régionaux sont des moyennes. La République de Corée est «montée» dans la catégorie des pays à revenu élevé au début des années 90; aussi est-elle classée ici parmi les pays de l'OCDE à revenu élevé, et non dans le groupe Asie de l'Est et Pacifique.

un art qu'une science —, mais de nouvelles méthodologies apparemment prometteuses sont proposées depuis peu (voir «Établir le bon diagnostic», page 12).

Beaucoup à apprendre

Les années 90 sont riches d'enseignements, le plus important étant sans doute que notre connaissance de la croissance économique est extrêmement parcellaire. D'où la nécessité de conseiller les responsables de la politique économique avec plus d'humilité, d'admettre plus facilement qu'un système économique peut avoir des réactions imprévues et d'être économiquement plus rigoureux lors de la formulation de la politique générale. Cette approche a de plus en plus de partisans. En septembre 2004, 16 économistes réputés (Olivier Blanchard, Guillermo Calvo, Daniel Cohen, Stanley Fischer, Jeffrey Frankel, Jordi Galí, Ricardo Hausmann, Paul Krugman, Deepak Nayyar, José-Antonio Ocampo, Dani Rodrik, Jeffrey Sachs, Joseph Stiglitz, Andrés Velasco, Jaime Ventura et John Williamson) ont, dans le cadre de la Déclaration de Barcelone, défini un nouveau consensus sur la croissance et le développement. Il fait écho à de nombreuses conclusions des études de la Banque mondiale, qui, elles-mêmes, reflètent des travaux universitaires récents que l'on doit à plusieurs signataires de la Déclaration. ■

Sous la direction de Gobind Nankani, Roberto Zagha a coordonné le rapport intitulé Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform que la Banque mondiale a publié en 2005. L'équipe de rédaction se composait de J. Edgardo Campos, James Hanson, Ann Harrison, Philip Keefer, Ioannis Kessides, Sarwar Lateef, Peter Montiel, Lant Pritchett, S. Ramachandran, Luis Serven, Oleksiy Shvets et Helena Tang. Indermit Gill a activement collaboré à ce travail.